

THÉÂTRE D'OMBRES...

La pauvreté du Peuple est le rempart de la monarchie.
(Thomas Moore 1478/1585)

Le Phénomène n'est pas nouveau: la vie politique est un théâtre d'ombres destiné à tromper (donc à mépriser!) le bon Peuple en lui faisant prendre des vessies pour des lanternes.

Par exemple, il est de bon ton chez les hommes de pouvoir, où qu'ils se trouvent, d'affirmer le plus sérieusement du monde que la cause du chômage serait due à une insuffisance de «*formation*».

Ce qui, entre autres, permet de faire financer par l'Assurance chômage, des «*formations*» dont, autrefois, le coût était assumé par les entreprises elles-mêmes.

Mieux encore, et dans la foulée, il devient nécessaire de culpabiliser les «*sans emploi*» en affirmant que ce n'est pas le chômage qui crée les chômeurs mais, le chômeur lui-même, qui cesse du même coup d'être une victime susceptible d'être indemnisée mais «*l'acteur*» de sa propre déchéance.

De même, le mot citoyen cesse de plus en plus d'être un substantif pour devenir un adjectif appliqué à n'importe quoi: «*l'entreprise citoyenne*», «*l'écologie citoyenne*», «*une démarche citoyenne*»... j'en passe et des meilleurs.

Mais cela permet par exemple de gloser sur les «*droits de l'homme*» en oubliant que la révolution française avait proclamé la déclaration des droits de l'homme ET DU CITOYEN avec, comme corollaire, «*l'égalité des droits*» à laquelle, il est vrai, des petits malins ont opposé le «*droit à la différence*».

«*Construction européenne*» oblige, le mouvement syndical n'échappe pas à la contagion et la «*guerre des Jean-Claude*» pour la succession de Marc Blondel au secrétariat de la C.G.T.F.O., relève, elle aussi, du théâtre d'ombres.

Certes, il serait faux de mettre sur le même plan les deux hommes dont la presse et la démarche politique présentent certaines différences qu'il conviendrait d'analyser sérieusement.

Cela étant, affirmer que Jean-Claude Mallet serait devenu, contrairement à son concurrent, un disciple de Michel Huc, représentant officiel de la hiérarchie catholique dans la C.G.T.F.O., est une pure mystification.

C'est, entre autres, oublier que c'est bien le *Bureau Confédéral* et l'actuel *Secrétaire Général* qui ont désigné d'éminents représentants de l'A.C.O. (*Action Catholique Ouvrière*) pour représenter la C.G.T.F.O. au récent congrès de la C.E.S.

A ce propos, la circulaire de Michel HUC (que nous publions en page 2) aux membres de la *Commission Administrative* de sa Fédération, d'une certaine manière, remet les choses au point.

Décidément, Pelloutier avait raison: «*Ce qui manque le plus à l'ouvrier, c'est la science de son malheur*»!

Alexandre HÉBERT.

L'UNICITÉ SYNDICALE

La marche à l'unicité syndicale vient de franchir une nouvelle étape.

L'appel commun du 6 janvier 2003 co-signé par cinq organisations syndicales, soi-disant pour défendre nos retraites, en réalité pour encadrer et dévoyer la colère des travailleurs vient d'être complétée par la publication d'une «lettre ouverte au Ministre de la Fonction Publique».

Le premier manifeste était signé par la C.G.T.F.O., la C.G.T., la C.F.D.T., la C.F.T.C. et la C.G.C. Il a conduit à la démobilitation des travailleurs et, grâce à la «*trahison*» de la C.F.D.T. et de la C.G.C. ! au sacage de notre régime de retraites.

La supplique des organisations syndicales de la Fonction Publique à Jean-Paul Delevoye compte deux signataires de plus, en l'occurrence l'UNSA et la FSU.

Ainsi, se met progressivement en place une des exigences du Saint-Empire Romain Germanique: le «*syndicalisme rassemblé*», servile subsidiaire de la gauche...de la droite unie!

Mais le texte qui ne peut pas avoir été concocté sans l'aval des «*appareils*» qui contrôlent les organisations syndicales mérite une analyse sérieuse.

Après avoir constaté que: «*au total les pertes de pouvoir d'achat des Agents de la Fonction Publique, actifs et retraités, ont atteint un niveau très important*», les signataires affirment :

« *une telle situation ne peut perdurer:*

- *C'est la question du pouvoir d'achat de chacun qui est posée avec force par les personnels. C'est l'attractivité de toute la Fonction Publique, qui, en période de profond renouvellement générationnel, est en cause, comme le souligne la baisse du nombre de candidats à différents concours. C'est aussi le risque de voir partir de nombreux personnels vers le secteur privé.*

On remarquera que la question du «*Pouvoir d'achat*» est «*posée avec force par les personnels*».

Ah ! qu'en termes galants ces choses-là sont dites! D'autant qu'on s'empresse d'ajouter:

«*C'est enfin le dialogue social, au cas présent sur les salaires, mais aussi sur de très nombreuses questions, qui est vidé de tout contenu*».

Et la missive à Delevoye se conclut par une affirmation de principe:

«Le débat que vous avez lancé publiquement sur la rémunération au mérite ne nous fera pas dévier de l'objectif central qui doit être de répondre de manière urgente au maintien et à la progression du pouvoir d'achat des personnels. Telle est notre exigence prioritaire».

On prend les mêmes et on recommence! Résumons:

1- Par un mot, bien entendu, sur les diktats de Bruxelles et sur les menaces qui pèsent sur la Fonction Publique elle-même, si ce n'est une vague allusion à «*la période du profond renouvellement générationnel*» (sic);

2- Acceptation de substituer à la négociation le «*dialogue social*» sur tout et n'importe quoi;

3- Acceptation du «*dialogue*» sur le salaire au mérite.

On comprend que des organisations «*syndicales*» réactionnaires du type C.F.D.T., C.F.T.C. ou C.G.C. (pour ne citer que celles-là) se soient empressées de co-signer ce texte.

Reste à savoir ce qu'en penseront les fonctionnaires eux-mêmes.

Enfin, un dernier mot: il semblerait que pour certains militants qui se veulent purs et durs (et réalistes!) toute critique à l'égard des stratégies et tactiques mises en œuvre par les «*forces syndicales*» de l'ordre relèverait de «*l'idéologie*» et devrait être condamnée, voire ridiculisée.

Mieux vaudrait, pour eux et leurs organisations, qu'ils fassent preuve d'un peu plus de retenue.

A bon entendeur salut!

A.H.